

chantier une stratégie globale nouvelle. Il est donc difficile de comprendre comment Dole a réussi à identifier les priorités américaines en l'absence d'une stratégie nationale préalable.

Pour Israël, il est certain que la question de la réduction de l'aide est liée au processus de paix. L'enveloppe de 1,8 milliard de dollars affectée à la sécurité (FMS) sur les 3 milliards de dollars du programme d'aide est destinée à permettre à Israël d'acheter des chasseurs F-16, des hélicoptères et d'autres équipements lui permettant de contrebalancer la puissance militaire combinée d'une éventuelle coalition arabe en cas de guerre. La quasi-totalité des 1,2 milliard de dollars restant alloués au titre de l'assistance économique sont affectés au remboursement d'emprunts antérieurs au FMS.

Dans le cadre du processus de paix, on demande à Israël de prendre des risques dans ses postures de défense en Judée et en Samarie, sur le front oriental, afin de faire progresser la paix. Suggérer qu'Israël réduise ses dépenses militaires et, dans le même temps, prenne des risques dans son déploiement sur le terrain est une proposition intenable. Tant qu'il n'y aura pas de changement en profondeur dans l'attitude hostile des États arabes et dans leur processus de renforcement militaire, une réduction de l'aide pourrait s'avérer gravement déstabilisante et extrêmement coûteuse.

L'aide à la sécurité est généralement fournie par les États-Unis pour permettre à ses alliés de préserver globalement la stabilité régionale par le biais d'un renforcement de leur puissance au lieu que cela se fasse par le biais d'une utilisation des forces américaines. A moins que Dole ne suggère l'adoption d'une nouvelle attitude isolationniste américaine dans le tiers monde, ces réductions de l'aide pourraient à terme conduire à une utilisation accrue des forces américaines dans des régions où peu d'Américains souhaitent les voir employées.

L'aspect le plus troublant des propositions de Dole est qu'elles semblent bénéficier d'un soutien partiel de certains acteurs clés de l'administration Bush. Le Président est particulièrement intéressé par la possibilité de mettre un terme à la pratique du Congrès consistant à attribuer

automatiquement l'aide extérieure à certains pays et de restaurer ainsi son pouvoir vis-à-vis du pouvoir législatif.

Les récentes assurances qu'a reçues le ministre de la Défense Rabin à Washington indiquent que l'administration n'entend pas proposer une réduction de l'aide fournie à Israël ou un desserrement des relations stratégiques. De quelque manière que les États-Unis décident finalement de répondre aux besoins croissants de l'Europe de l'Est, ce qui est essentiel, c'est que la définition des priorités nouvelles, tant dans le budget de la défense que dans celui de l'aide extérieure, doit être précédée d'un examen de la stratégie globale américaine au moment où la guerre froide touche à sa fin.

Dore GOLD

Jerusalem Post, 19 janvier 1990.

MES FRÈRES M'ONT TRAHIS

L'affaire Weizman a donné lieu à une série de petites et grandes « trahisons », que décrit cet article de Hadashot. L'un des principaux acteurs en fut Rabin. Alors que Pérès s'efforçait de persuader des représentants des partis religieux de se rallier à lui dans la tentative d'établir un gouvernement restreint, Rabin, lui, s'évertuait à convaincre les mêmes du contraire.

Pérès était plongé dans des négociations pour le moins complexes. Il lui manquait, du moins sur le papier, deux voix pour faire tomber le gouvernement en place avec une motion de censure. Il s'agissait donc pour lui de s'appliquer à convaincre les deux députés de Degel Hatora, Ravitz et Gafni.

Son argument majeur était la possibilité offerte par un gouvernement restreint pour faire avancer le processus politique. Ravitz et Gafni se sont laissés convaincre. Mais pas pour longtemps. A leur retour de leur entretien avec Pérès (le 2 janvier), les députés Ravitz et Gafni sont interpellés par Rabin à la cafétéria de la Knesset, où il les entraîne vers une table isolée. « Ne vous laissez pas tenter par un gouvernement restreint », leur dit-il, « ce serait une catastrophe », ajoutant quelques qualificatifs injurieux sur la personnalité de Pérès, tels

que « subversif », « diviseur du peuple », etc.

Son argument majeur : un gouvernement restreint serait incapable de faire avancer le processus politique. Il apparaît clairement que Rabin a tout fait pour torpiller toute possibilité de formation d'un gouvernement restreint présidé par Pérès. En outre, selon des révélations faites par ce dernier, Rabin aurait été mis au courant des intentions de Shamir (au sujet de Weizman) trois semaines auparavant, sans en avoir soufflé mot. Mais la « trahison » majeure de Rabin demeure le torpillage de la collaboration avec le parti religieux Degel Hatora.

De cette affaire, personne n'est sorti indemne. Tout le monde a trahi tout le monde.

• Weizman a trahi Pérès :

Dans une interview à *Yediot Aharonot*, Weizman s'exclame : « Pérès était en ligne alors que je parlais avec Tunis, et maintenant, le salaud, il prétend ne rien savoir. » Ainsi, Weizman était prêt à « brûler » Pérès sans même en tirer aucun profit politique. Tout au contraire, cette révélation a eu comme effet de lier les mains de Pérès qui n'a pu venir à son aide.

• Weizman a trahi Rabin :

« On fait de moi un traître. Sachez que les messages ont été échangés en connaissance de cause de Rabin et de Pérès », a dit Weizman lors d'une réunion du groupe parlementaire du Maarakh. Or, il y a deux mois à peine, Weizman déclarait qu'il se ralliait au camp Rabin. Et voilà qu'aujourd'hui il essaie de le « brûler » également.

• Pérès a trahi Weizman :

Il ne lui a pas fait part des intentions de Shamir. Il s'est tenu à l'écart des négociations menées pour trouver un compromis ; il ne cherchait qu'à exploiter la crise pour faire tomber le gouvernement.

• Rabin a trahi Weizman :

Il ne lui a pas soufflé mot sur les intentions de Shamir de le limoger. Il était prêt à rester au gouvernement en dépit du limogeage. « Je ne suis pas sûr que Shamir ne détienne là une cas à charge », a-t-il déclaré lors d'une réunion du groupe du Maarakh à la Knesset.

• Les partis religieux ont trahi Shamir :

Ils ont joué un double jeu. Ils disaient tantôt à Shamir, tantôt à Pérès ce que

chacun d'eux voulait entendre. Degel Hatora a dit à Shamir : on n'a pas encore décidé. Et le Shas et la Mafdal lui ont fait savoir qu'ils s'opposaient à l'éclatement du gouvernement d'union.

• Les partis religieux ont trahi Pérès :

Ils lui ont promis leurs voix pour faire tomber le gouvernement tout en sachant qu'ils n'iraient pas avec lui. Pendant deux jours, des représentants du Maarakh ont tenu des réunions qui duraient jusqu'aux petites heures de la nuit avec un grand nombre de rabbins de tous les partis religieux (au domicile de Rafi Edri, à Herzliya et au bureau de Pérès à Jérusalem). Degel Hatora a laissé entendre qu'il soutiendrait une motion de censure, puis s'est rétracté. Les colombes du Mafdal ont dit qu'« il fallait voir », et commencé à calculer comment ils pourraient éliminer Avner Shaki. Agoudat Israël a fait monter ses exigences à 260 millions de shekels, etc. (...). Sur le papier, Pérès a pu rassembler 62 voix. En réalité, la valeur de ce papier était extrêmement précaire.

• Les ministres du Maarakh ont trahi Weizman :

La plupart d'entre eux souhaitaient rester au gouvernement même si Weizman était limogé.

• Shamir a trahi Arens, Nissim, Katsav, Olmert et Milo :

Il n'a mis aucun d'eux au courant de ses démarches pour aboutir à un compromis. Pourtant, il les a bien envoyés se battre pour lui ! De sorte que les déclarations de tous les cinq parurent, à un moment ou un autre, peu crédibles et pleines de contradictions. Ainsi, quelques heures avant la conclusion du compromis, ils déclaraient aux médias qu'il n'y avait aucune chance d'aboutir à un compromis.

Shamir devient avec les années de moins en moins gentil. Même ses plus hauts responsables, il les traite comme s'ils étaient son bien, ou comme des serviteurs bons pour toute besogne. (...) L'écart entre les déclarations officielles de ses proches et leur façon de s'exprimer en privé devient de plus en plus frappant, laissant paraître un mécontentement croissant. (...) Olmert explique : « Si l'affaire avait démarré sur un autre ton, on aurait pu considérer le compromis comme raisonnable. Mais quand on commence par accuser Weizman de " collaborer avec des traîtres ", le

compromis paraît plutôt comme une renonciation incompréhensible et pénible. »

En cinq années de gouvernement d'union nationale, les crises semblent suivre un « scénario fixe », selon l'auteur.

Le Premier ministre consulte ses conseillers ; chacune des parties se retranche dans ses positions ; le rabbin Peretz annonce dans une interview qu'il est optimiste ou pessimiste, mais qu'à ce stade, il ne peut rien révéler davantage ; plus le moment du compromis approche, plus le ton monte ; et toujours, toujours, Rabin sort fortifié de la crise. Au point de se demander jusqu'à quel degré un seul homme peut-il continuer de se renforcer, surtout qu'il y a déjà deux ans de cela, ce même homme a déjà prouvé qu'il était le vrai patron de ce gouvernement. (...)

L'auteur décèle aussi des constantes caractérielles :

Pérès est toujours en train de tester l'idée d'un éventuel gouvernement restreint ; Rabin s'obstine toujours à sauvegarder ce qui existe ; Shamir tentera toujours de gagner un peu et de perdre un peu.

Mais la principale constante qui fait que Rabin sort toujours victorieux est la suivante : tant chez Pérès que chez Shamir, il arrive toujours un moment au cours du jeu de nerfs où ils paniquent et laissent tout tomber. Ce moment de panique ne dure qu'une fraction de seconde, et aussitôt, ils se reprennent, mais... il est alors un peu tard.

C'est au cours d'un moment de panique de ce genre que Pérès a cédé à Modai et Sharon.

C'est également au cours d'un moment de panique que Shamir a cédé aux ministres de la « contrainte », tant sur la politique générale que dans l'affaire Weizman.

Weizman aussi obéit à des constantes caractérielles. Pourquoi Pérès et Rabin ont-ils décidé de lui cacher l'imminence de son limogeage ? (...)

Entre autres, parce qu'ils savent que Weizman n'aurait pu garder le secret plus de quelques heures.

Weizman a, en deux jours de crise, accumulé toutes les erreurs possibles, dont la plus grande fut d'insister sur le principe du dialogue avec l'OLP. En agissant de la

sorte, Weizman s'est aussitôt coupé de toute assistance des membres de son parti. Pour un peu, ils l'auraient complètement abandonné. Pourtant il savait parfaitement bien qu'il n'y avait aucune chance que Pérès ou Rabin annoncent brusquement : c'est vrai, il est temps de parler avec l'OLP !

De plus, il a commis l'erreur de « brûler » Rabin et Pérès *inutilement* (...); il a nié des faits dont Shamir a prouvé la véracité ; il a déclaré qu'il ne céderait en aucune façon (il y a un an, il avait également déclaré qu'il ne se joindrait pas au gouvernement d'union) ; il a fini par céder sans même chercher à voir les documents qui l'incriminaient.

Tout cela manquait tellement de sérieux que même Uzi Bar'am, dirigeant des colombes travaillistes, a pris dernièrement ses distances par rapport à Weizman.

L'aversion de Weizman pour toute lecture de documents est bien connue, et est même devenue sujet d'anecdotes. Il n'est peut-être pas si étonnant que Weizman n'ait pas demandé à voir les documents.

Quand Shamir a vu les documents, il était fou de rage. (...) Dans la transcription de la conversation téléphonique de Tunis avec Weizman, une phrase a soulevé ses suspicions : « Le mien pense ainsi. » Le « mien » ne pouvait faire allusion qu'à Pérès. Shamir a voulu d'abord convoquer Pérès de suite. Mais il a changé d'avis. Les documents étaient adressés à trois autres personnes : au chef du Mossad, au chef du Shin Bet et à Azriel Nevo, secrétaire militaire du Premier ministre. En règle générale, Shamir fait part aussi à Pérès, Rabin et Arens de ce genre d'information. Cette fois-ci, il décida de tout garder pour lui. Shamir soupçonnait depuis un moment l'existence de fuites d'informations vers les Américains. Les assurances extensives accordées par les Américains à l'OLP n'étaient pensables, selon Shamir et ses conseillers, que sur la base d'informations leur confirmant qu'Israël serait forcé, à défaut d'autre choix, de les accepter. Shamir savait également que Weizman maintenait des contacts avec le Dr. Ahmad Tibi au sujet de prisonniers. Mais il ne se doutait pas qu'il y avait fuite d'informations vers l'OLP même.

Une autre phrase qui faisait enrager Shamir était : « Au sujet de Gaza, il est

coulant. » Il est vrai que les Palestiniens n'ont pas besoin de Weizman pour savoir que Shamir est plus coulant au sujet de Gaza, ou qu'il est de leur intérêt d'accepter les cinq points. Ce qui ressort clairement des informations transmises à l'OLP, c'est le besoin que ressentait Weizman d'agir, d'influencer, de nourrir plutôt que le besoin de l'OLP d'être nourrie. D'autre part, Shamir, qui commençait à avoir des sentiments de culpabilité pour avoir cédé aux Américains, a trouvé en Weizman une cible commode. Ce n'est pas forcément une manœuvre politique. D'un seul coup, Shamir a découvert une logique dans les événements : il y a eu fuite d'informations, il y a donc un coupable. On peut enfin pousser un soupir de soulagement.

A la question de savoir pourquoi Shamir a attendu trois semaines avant de prendre sa décision, personne ne connaît de réponse. Selon la journaliste Rowit Autler, l'explication serait la perspective de la rencontre de Weizman avec Abou-Mazen, qui dirige le desk israélien à l'OLP, lors de son voyage à Moscou. (...)

Ozna KADOSH
Hadashot, 5 janvier 1990.

L'OMBRE DES MISSILES ARABES

(...) En août 1987, Bagdad avait annoncé la mise au point d'un missile balistique de surface d'une portée de 600 km. Comme l'Irak n'est pas réputé pour être au centre mondial de la science et de la technologie aérospatiales, sa capacité à réaliser un missile doté d'une portée supérieure aux 280 km du Scud-B soviétique est apparue peu crédible aux experts.

La preuve du contraire a pourtant été faite. Il est apparu qu'il s'agissait d'un Scud-B modifié, disposant d'une charge plus réduite et d'un réservoir de carburant amélioré. Lorsque, au mois d'avril de l'année dernière, l'Irak a annoncé qu'une nouvelle version modifiée du Scud-B avec 900 km de portée avait été testée avec succès, cette annonce a été prise beaucoup plus au sérieux. Depuis, on accorde généralement crédit aux affirmations irakiennes concernant les progrès réalisés dans le domaine de la technologie militaire.

La plus récente et la plus sensationnelle vantardise irakienne a été l'annonce, jeudi dernier, du lancement réussi d'une fusée à trois étages de quarante-huit tonnes capable d'expédier des satellites dans l'espace.

Les raisons qui ont motivé ce lancement et la publicité qui l'a accompagné sont nombreuses. La mise en orbite par Israël l'année dernière d'Ofek-1, son premier satellite de renseignements militaire, n'est pas passée inaperçue dans le monde arabe. Les dirigeants de l'industrie militaire irakienne ont été mis sous pression et sommés de présenter un de leurs coûteux engins. Le président Saddam Hussein devait également avoir à cœur de faire taire les rapports selon lesquels la récente explosion qui s'est produite dans un centre de fabrication de missiles avait détruit des capacités irakiennes de production.

La nouvelle fusée irakienne n'est pas encore complètement opérationnelle. Mais le fait que son lancement ait eu lieu est aujourd'hui indiscutable. On rapporte que certains responsables à Washington ont ricané à l'annonce faite par Bagdad, mais la nouvelle a été confirmée dans leur pays. La question est maintenant de savoir si ce lancement marque le point de départ d'un nouveau et dangereux cycle de prolifération des missiles balistiques au Moyen-Orient.

Un système de fusées efficace n'est cependant pas tout. Se pose aussi la question de la charge dont la mise au point peut prendre des années. Aussi longtemps qu'Osirak, la centrale nucléaire détruite par un bombardement israélien en 1981, n'aura pas de successeur, l'Irak ne possèdera pas les moyens de fabriquer des ogives nucléaires. Mais cela, dans le meilleur des cas, n'apporte que peu de réconfort au vu de la percée qu'a accomplie l'Irak dans le domaine des armes chimiques.

Les Irakiens ne font d'ailleurs aucun mystère de leur intention de neutraliser, s'ils le peuvent, l'effet dissuasif d'un armement nucléaire tel que celui que possède Israël au moyen d'armes chimiques portées par des missiles.

(...)

Une rumeur s'est récemment propagée annonçant que la Chine projetait une vente de missiles à la Syrie. Bien que